

CONVENTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

Entre :

Le Commune de BERGERAC représentée par son Maire, Jonathan PRIOLEAUD agissant aux présentes en vertu de la délibération n° 87 en date du 26 septembre 2023.

Ci-après désigné « la Mairie »,

Et

L'association La Traverse, représentée par Pierre MACHEMIE ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Président.

Ci-après désignée « l'Association » ;

VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 1611.4 de la loi 96 142 du 21 février 1996 ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, qui fait obligation, lors de l'octroi d'une subvention publique dont le montant excède un seuil fixé à 23 000 euros, de conclure une convention entre la personne publique qui octroie la subvention et la personne privée qui en bénéficie ; cette convention doit définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations portant obligation de conclure une convention d'objectifs pour les associations dont le montant de la subvention dépasse la somme de 23 000 € ;

VU le décret n° 2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention ;

VU la convention d'occupation du site de la Manufacture signée entre la ville et l'association La Traverse ayant pour terme le 1^{er} septembre 2026 ;

VU la demande de subvention déposée par l'association La Traverse en vue de la réalisation des actions décrites à l'article 1 de la présente convention ;

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT que le projet de l'association La Traverse, visant à occuper le site de la Manufacture des Tabacs de BERGERAC de manière transitoire, s'inscrit dans la perspective d'inclusion sur le territoire défendue par la municipalité ;

CONSIDÉRANT que ce projet englobe en grande partie des actions poursuivies par la commune, notamment dans les domaines sociaux, culturels, économiques, et plus ;

CONSIDÉRANT que des professionnels de santé locaux se sont récemment intéressés à ce projet et souhaitent établir un cabinet médical novateur sur le site de la Manufacture, en raison de son architecture particulière ;

CONSIDÉRANT que la municipalité de BERGERAC a dès le départ alloué une enveloppe de 500 000 € sur son budget communal pour réaliser les travaux structurels nécessaires à ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'à l'heure actuelle, il reste encore à réaliser quelques travaux intérieurs ainsi que l'aménagement des abords du site et que La Traverse propose de les exécuter pour le compte de la commune en demandant une subvention d'investissement de 50 000 € ;

CONSIDÉRANT que cette demande respecte l'enveloppe budgétaire initialement allouée par la commune ;

CONSIDÉRANT que conformément aux règles, toute subvention dépassant 23 000 € doit faire l'objet d'une convention d'objectifs entre la municipalité et l'association bénéficiaire et que cette convention doit détailler l'objectif de la subvention, son montant, ainsi que les conditions d'utilisation.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par délibération susvisée du Conseil Municipal, la ville de BERGERAC octroie une subvention d'investissement à l'association La Traverse pour la réalisation du projet suivant :

réalisation de quelques travaux intérieurs et traitement des abords

dont le descriptif et les modalités ont été précisés par l'association dans le dossier de demande de subvention.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ledit projet.

La Commune contribue financièrement à cette action d'intérêt général et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Cette subvention étant accordée spécifiquement pour ce projet, la présente convention a pour objet d'en préciser les conditions d'utilisation, les modalités de versement ainsi que, le cas échéant, de remboursement.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention est de 50 000 euros.

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 4.1 et 4.2 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Obligations et engagements de l'association

L'association est tenue de :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues ;
- ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres et ce, conformément à l'article L.1611-4 du CGCT ;
- informer la Commune de la date d'achèvement de l'opération (ou de la date d'acquisition si l'opération consiste en une acquisition de mobiliers, de biens fonciers ou immobiliers) par la transmission d'une attestation de service fait ;
- maintenir ses locaux intérieurs et espaces extérieurs en parfait état de propreté et en conformité avec la réglementation en vigueur sur le territoire de la commune, notamment en ce qui concerne l'occupation du domaine public, les enseignes, les affichages, les façades, la lutte contre les tags, ...
- valoriser dans sa comptabilité le montant mentionné dans le cas où l'association est bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- faire apparaître le soutien de la Commune de BERGERAC, par un dispositif d'information du public faisant apparaître la participation de la Commune, selon les modalités suivantes :
 - Le logo de la Commune devra apparaître sur l'ensemble des supports de communication édités pour promouvoir l'opération. L'association devra positionner le logo conformément à la charte graphique sur l'ensemble de sa communication : dossier et/ou communiqué de presse, invitations, communication print (dépliants, flyers, affiches ...), communication digitale (réseaux sociaux, site internet ...) et communication événementielle (fabrication de bâches, panneaux, films promotionnels ...)
 - D'autre part, en cas d'achats d'espaces publicitaires, l'association s'engage à citer la Commune sur tous les articles se référant à l'objet de la subvention ;

- Un panneau de communication ou une bâche de chantier pourra être installé durant un minimum de trois mois (ou plus selon la nature et la durée du chantier) sur le site de l'opération lorsqu'il s'agit de travaux ;
- Ce support de communication, livré par la Commune, est posé et déposé par l'association qui devra apporter la preuve (photo, attestation d'achèvement des travaux...) que les modalités de communication ont bien été effectuées (conformément aux dispositions du présent article).

La Commune se réserve la possibilité de faire connaître, par tout moyen à sa disposition, les actions engagées par la présente convention.

ARTICLE 4 : Justificatifs et contrôle de l'utilisation de la subvention

4-1 : Justificatifs pour le versement du solde de la subvention

L'association doit fournir à la Commune :

- La ou les factures correspondant à l'objet de la présente convention conformément à l'article 2.
- En cas de modification dans ses statuts ou dans ses organes, l'association, soit communique sans délai à la Commune la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 6 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de la déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Associations (RNA). Elle est tenue d'informer la Commune par tout moyen et sans délai de tout autre changement majeur, tel par exemple une liquidation ou un redressement judiciaire ;
- En outre, l'association doit fournir à la Ville la copie des pièces relatives à tout changement de domiciliation bancaire ;
- Lors de la demande de solde ou de dernier acompte, l'attestation de service fait accompagnées d'un bilan de réalisation du projet.

4-2 Justificatifs pour le Contrôle

L'association s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs et l'accès aux actions soutenues par le Conseil municipal et organisées par l'association, à toute personne accréditée par la mairie à cet effet.

L'association devra fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité (article L.1611-4 alinéa 1 du CGCT). Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) devront être conformes au plan comptable général des associations.

Si l'association était soumise aux obligations de l'article L.612-4 du code de commerce, le bilan, compte de résultats et annexes devront être certifiés par un commissaire aux comptes. Conformément au décret du 14 mai 2009 n°2009-540, l'association est tenue par ailleurs de transmettre ses comptes ainsi que le rapport annuel du commissaire aux comptes dans les 3 mois suivants leur approbation à la Direction des Journaux Officiels, en vue de leur mise en ligne sur son site internet afin d'être rendus publics.

Pour les associations non soumises aux dispositions de l'article L.612-4 du Code de commerce, le bilan et les comptes seront établis par un expert-comptable.

La Commune contrôlera, à l'issue de la convention, la bonne utilisation de la contribution financière ainsi que l'entièreté de son utilisation.

En cas de non-utilisation de la totalité de l'aide, la Commune pourra exiger le remboursement de la quote-part équivalente.

ARTICLE 5 : Sanctions

En cas d'inexécution par l'association des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où l'association n'aurait pas réalisé l'action prévue en objet dans les délais impartis, la Commune ne versera pas le solde de la subvention et pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées à ce titre.

La Commune en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après examen des justificatifs et observations éventuellement présentées par l'association.

ARTICLE 6 : Résiliation – Annulation de la subvention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'association fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

Tout changement de projet ou toute modification de l'opération initiale, sans demande préalable à la Commune, pourra entraîner également l'annulation de la subvention, objet de ce partenariat.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties, préalablement approuvé en Conseil Municipal.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification.

La subvention est réputée caduque et annulée si le projet subventionné n'est pas réalisé dans son intégralité dans l'année suivante à compter de la date du vote de la subvention (sauf cas prévus expressément dans la délibération n°4 du 10 avril 2014).

Dans le cas où le projet considéré a fait l'objet d'une exécution partielle dans le délai ci-dessus, la caducité ne porte que sur la fraction de subvention relative à la part non exécutée du projet.

En cas de retard motivé, un délai supplémentaire d'une année pourra être octroyé à titre exceptionnel, à la demande dûment justifiée du bénéficiaire, sur simple courrier signé du ou de la Président(e) de l'association pour les opérations ayant reçu un début significatif d'exécution.

ARTICLE 9 : Responsabilités

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celle-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité. La responsabilité de la Commune de BERGERAC ne pourra pas être recherchée.

ARTICLE 10 : Litiges et contentieux

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Date :

Signatures :

Pour l'Association

Le Président de l'Association

Pour la Commune

Le Maire de BERGERAC